



Les conclusions de l'OMC

Par [Tanguy Henrion](#)

Mondialisation.ca, 01 janvier 2006

Indymedia.be 23 décembre 2005

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#)

Les représentants des diverses ONG présentes à Hong-Kong ont organisé un débriefing pour faire le point sur le sommet de l'OMC. On constate que les grandes puissances économiques font toujours la loi.

Marc Maes (11.11.11) a tout d'abord regretté la séparation importante à l'intérieur du centre de conférence entre les ONG et la presse d'une part et les ministres qui négociaient d'autre part. Il était donc difficile d'obtenir des informations sur le déroulement des négociations. La conférence a aussi été marquée par l'omniprésence du directeur de l'OMC, Pascal Lamy, qui a tout dirigé et a fait le forcing pour parvenir à un accord. Il trouvait par contre intéressant la formation d'un nouveau groupe, le G 110, qui regroupe en fait les pays du G 90 et du G 20 (les pays les plus pauvres de l'OMC). C'est surtout le Brésil qui tenait à former ce groupe pour défendre ses intérêts mais cette union apparaît utile pour résister aux USA et à l'Union Européenne, qui tentent continuellement de séparer les autres pays pour asseoir leur domination.

Raoul Marc Jennar s'est lui déclaré dégoûté et révolté face à cette organisation, composé selon lui de « gangsters en costumes gris ». Il a ainsi déclaré: « depuis 10 ans que l'OMC existe, l'Union Européenne a prouvé son incapacité à trouver des accords commerciaux qui bénéficient à tout le monde, l'Europe défend uniquement ses intérêts et il n'existe pas un dossier effectif ou l'U.E. a soutenu une attente concrète des pays du Sud! ». Pour le chercheur, les pays pauvres continuent à se faire piéger et aucun ne semble prêt à prendre ses responsabilités par peur d'être désigné comme fauteur de troubles. Il s'est ensuite demandé comment enrayé cette machine infernale. Puisqu'on ne peut pas compter sur la commission européenne, avec qui construire une stratégie? Aucune réponse ne peut pour le moment être apportée mais il faudrait commencer par informer les populations, qui ne se rendent sans doute pas bien compte de l'impact que peuvent avoir décisions prises à l'OMC sur leur vie et celle des leurs enfants. Pour le moment, force est de constater que les médias ne remplissent absolument pas ce rôle d'information.

Wim de Ceukelaire, présent également à Hong-Kong abondait dans ce sens: « Les photographes attendaient des heures devant les cordons policiers car seuls les incidents avec les forces de l'ordre les intéressent. Or si il y a effectivement eu quelques échauffourées avec celles-ci, les manifestants agissaient de manière fort disciplinée et aucun participants ne s'en est pris aux voitures ou aux vitrines de magasins, un respect pour la ville de Hong-Kong et ses habitants que la presse a bien sûr oublié de préciser ». Il a également signalé le soutien de la population locale aux manifestants, les autochtones apportaient spontanément de l'eau et de la nourriture aux manifestants et cinq d'entre eux ont même entamé une grève de la faim en signe de soutien.

Un des dossiers sur la table à Hong-Kong concernait la libéralisation des services. Malgré les pressions exercées par Lamy et l'Union Européenne, le G 90 a présenté un texte qui se voulait une alternative au projet européen. Mais c'est tout de même ce dernier qui a été retenu, avec cependant des nuances qui le rend un peu moins contraignant pour les pays du Sud, dont on a cependant ignoré la majorité des remarques.

En ce qui concerne l'agriculture, peu de progrès ont été réalisés. Geert Engelen (vredeseilanden) avançait trois raisons pour expliquer que les agriculteurs du monde entier n'étaient jamais écoutés par l'OMC:

la pression exercée par les représentants agricoles n'est pas suffisante

il existe un manque de collaboration entre les différents mouvements agricoles

les arguments ne sont pas bien développés, les alternatives à l'ouverture des marchés ne sont pas suffisamment construites, ficelées. Le discours n'est pas suffisamment clair pour les médias.

La seule décision prise à Hong-Kong concerne la date de suppression des aides à l'exportation, à savoir 2013 mais il n'existe pas encore de modalités claires et tout peut donc encore être remis en question. De plus, ces aides à l'exportation ne constituent qu'une petite partie des aides que les pays riches consacrent à leur agriculture? Jennar donnait comme exemple le coton, dont l'aide à l'exportation ne représente que 10% des aides aux États-Unis, le reste étant constitué d'aides intérieures. Cette suppression ne changera donc pas grand chose.

Enfin, à la question de savoir si l'OMC avait une chance de fonctionner un jour de manière réellement démocratique, la réponse est clairement non. Comme le signalait Marc Maes: « 120 des 150 pays membres de l'OMC sont des pays pauvres, mais s'ils arrivent de temps en temps à empêcher une décision imposée par les pays riches, ils n'arrivent pas à mettre leur projet en avant. Si ils y arrivaient, ça serait d'ailleurs sans aucun doute la fin de l'OMC car les grandes puissances ne verraient pas l'intérêt d'une organisation au sein de laquelle ils n'imposent pas leur vision ».

La source originale de cet article est Indymedia.be

Copyright © [Tanguy Henrion](#), Indymedia.be, 2006

Articles Par : [Tanguy Henrion](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer

la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca